



# LE CANARD

## en furie

Siège Terminus, 1<sup>er</sup> virage à gauche  
après l'Hôtel Terminus en venant du  
Rond point Grand Hôtel.  
RCCM/NI/NIA/2018/A/073/ NIF: 44 126/S  
E-mail: in\_dicko@yahoo.fr  
**90.00.99.83 / 96.75.34.12**

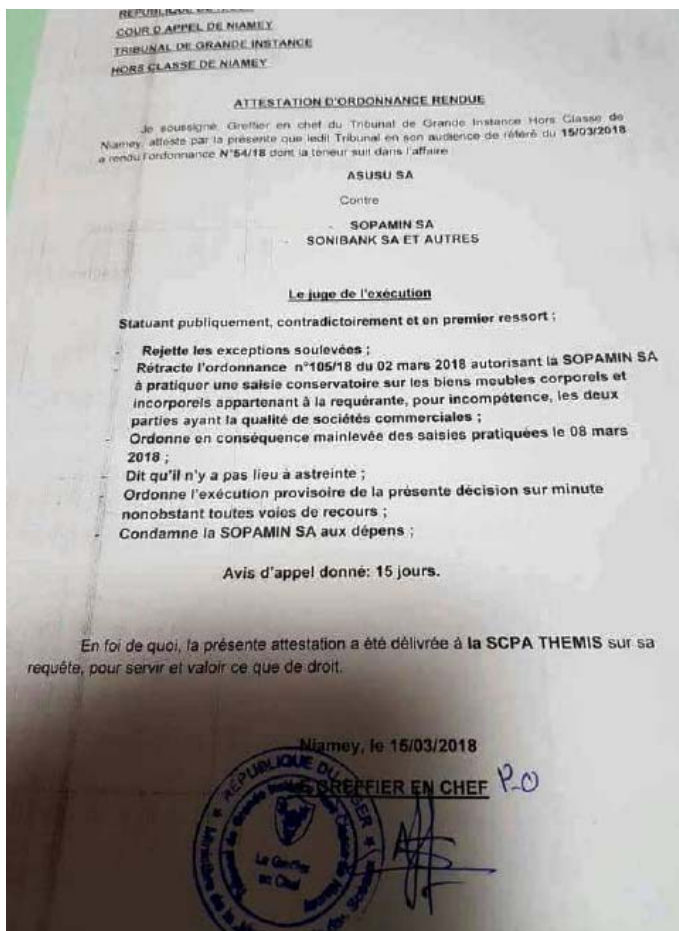
PRIX : 300 F

1<sup>ère</sup> Année:

HEBDOMADAIRE SATIRIQUE NIGERIEN

N° 68 du 19 mars 2018

## ASUSU au centre d'un règlement de comptes politiques?



M. Mahamadou Zada DG, SOPAMIN



MME. Rékiatou Djermakoye DG, ASUSU SA

*Rékiatou Djermakoye est une chef d'entreprise qui a su dans la discrétion et l'efficacité, grâce à ses qualités de manager, convaincre bien de partenaires dont la Banque mondiale et l'Union européenne qui sont des partenaires privilégiés d'ASUSU SA. Mais, épouse d'un homme politique, qui plus, est du gouvernement, d'autres n'ont pas manqué, peut-être hâtivement, de voir dans ce qui se passe, une main invisible, mais surtout politique. Faut-il croire à cette autre lecture des choses à laquelle une conjoncture politique pourrait pourtant donner sens et pertinence ?*

Lire pages 4-5

Réussite de la ville morte à Tillabéri

## Seini Oumarou, un capitaine sans commandement



La décision d'exclure six syndicalistes de l'USN par le Conseil de l'UAM est tout simplement une aberration

# Amères vérités

## N'est-ce pas simplement immoral de s'attaquer à l'épouse d'un collègue du gouvernement alors que les voleurs de l'État sont ailleurs, libres et tranquilles ?

Faut-il vraiment se taire devant ce complot personnel d'individus sans scrupules à l'encontre de la banque de microfinance ASUSU ? Présente dans plus de 6000 villages, avec à la clé plus de 650 000 adhérents répartis aux quatre coins du Niger et recensés en majorité en milieu rural, ASUSU est en réalité un instrument de développement au service des couches les plus vulnérables. De sa création à ce jour, l'institution a soutenu et accompagné un nombre impressionnant d'entreprises et glané un chapelet de trophées et de témoignages officiels de reconnaissance pour l'efficacité de sa lutte contre la pauvreté. C'est cette politique salutaire que ASUSU a menée et sur une longue durée, avec en sus un soutien financier de taille au gouvernement dont elle a payé, par anticipation, les péculs des contractuels de l'enseignement qui bénéficiaient par ailleurs d'énormes avantages. Par cette action citoyenne, entièrement à l'initiative d'ASUSU qu'un réseau de « traders » s'échine à abattre aujourd'hui, la structure de Réki Djermakoye a permis, entre autres, d'apaiser les relations entre le gouvernement et les syndicats d'enseignants. Mieux, ASUSU a été à l'avant-garde du développement à la base en accordant les fonds de démarrage nécessaires au lancement d'activités lucratives, à des personnes sans ressources, notamment une majorité écrasante de femmes rurales.

C'est cet instrument de développement, initiative entièrement PRIVÉE et NATIONALE, qui est en train de subir les pressions indécentes et inadmissibles, que dis-je, les coups bas de certains individus dont la spécialité, finalement, est de nuire aux intérêts du Niger et de son peuple au profit d'intérêts partisans. Car, ce sont des hommes sans état d'âme, prêts à mener toutes les sales missions du régime, qui se cachent derrière les misères de cette banque de microfinance. C'est un complot monté de toutes pièces par un réseau d'hommes habitués à s'enrichir de tout depuis sept ans et dont les motivations essentielles consistent à user et abuser de leurs pouvoirs pour enterrer ASUSU au profit de structures comme AL IZZA. Et l'alibi trouvé, c'est la perte d'un milliard de francs CFA, essentiellement due aux activités criminelles de Boko Haram, mais également des destructions sauvages du petit commerce à Niamey, à Tahoua et à Zinder ; une opération au terme de laquelle quelques 500 déposants d'ASUSU ont été ruinés. Parmi les sociétés d'État aiguillées pour exiger le retrait d'immenses sommes d'argent en un temps record, puis la totalité de leurs dépôts à terme (DAT), certaines ont même commis la maladresse ou pris la précaution de mentionner dans leurs lettres adressées à ASUSU, qu'elles agissaient sur instruction. Soyons sérieux. Et l'essentiel de ces fonds demandés sont allés nourrir le capital de banques en grosses difficultés à qui, au moins dans un cas précis, la commission bancaire a remonté les bretelles.

Est-il raisonnable de décapitaliser un instrument de développement comme ASUSU au profit d'une banque dont le capital, une dizaine

de milliards, a été dilapidé en moins de cinq ans ?

À qui appartient AL IZZA ? Cette entreprise, qui est en train d'être érigée en établissement financier, n'a trouvé curieusement meilleure façon de recruter son personnel cadre que de débaucher celui d'ASUSU. Pour ça, on n'y est pas allé du dos de la cuillère. À des cadres qui gagnent 500 000 FCFA le mois, on a proposé 1 900 000 FCFA. Sachant qu'au Niger, même les organisations internationales ne paient pas autant pour les postes locaux, il y a lieu de s'interroger sur l'identité réelle des commanditaires de ce complot politique dont ASUSU est victime. ASUSU ? Non, il faut être clair. Celle qui gêne et dont Hassoumi Massoudou et autres ont juré d'avoir la tête, c'est la directrice générale, madame Ibrahim Yacoubou née Réki Djermakoye. C'est elle, en vérité, que ces faucons du régime ont décidé d'abattre.

Que son époux soit un allié du PndsTareyya, un collègue du gouvernement et si proche de Mahamadou Issoufou, n'est nullement suffisant pour arrêter ces hommes sans scrupules !

Que ce soit une femme qui a rendu de si grands services au gouvernement de Mahamadou Issoufou en proposant de payer une bonne partie des contractuels de l'éducation à des taux dérisoires et en leur accordant l'accès à des prêts, ne constitue pour eux aucune excuse pour l'épargner !

Que son entreprise, ASUSU, représente un instrument majeur de développement que, dans certains pays, le gouvernement aurait tiré la plus grande fierté à sauver en cas de difficultés, n'a aucune valeur pour Hassoumi et ses potes de l'ombre !

Que la dame dont on cherche la tête soit le principal actionnaire d'ASUSU, par conséquent celle qui détient le droit de désigner celui ou celle qui doit diriger l'entreprise et/ou son conseil d'administration, n'a pas de valeur juridique aux yeux de Hassoumi et on sait pourquoi ! L'uraniumgate est là.

Ainsi, en violation des règles élémentaires du droit du commerce, on veut contraindre l'actionnaire majoritaire d'ASUSU à démissionner pour faire place à un homme ou une femme politiquement parrainé(e) et qui travaillera à la faillite de la banque de microfinance. On veut lui dénier tous ses droits et placer à la tête d'une entreprise dont elle est propriétaire à une large majorité, une marionnette qui fera le boulot comme on le lui demandera. Exactement comme un certain Yves Billecart, avec Air Afrique, la compagnie de transport panafricaine.

Sans scrupules et sans aucun remords, sans égards pour l'époux, le sieur Ibrahim Yacoubou, ministre des Affaires étrangères et des Nigériens de l'Extérieur, des collègues membres du gouvernement travaillent, depuis des mois, à ruiner l'épouse. Leur unique préoccupation est politico-personnelle ; elle n'est pas économique. Peut-être cherche-t-on à prendre Ibrahim Yacoubou et son Kishin Kassa en otage à travers la guerre ouverte contre

Suite page 6

Réussite de la ville morte à Tillabéri

# Seini Oumarou, un capitaine sans commandement

Parti en renfort pour soutenir un régime qui ne se rassurait pas de ses prétendus 92% qui l'aurait porté au pouvoir, Seini Oumarou, se rend vite compte que son choix alimentaire ne fait pas l'unanimité au sein du parti, au sein de sa base où des hommes et des femmes de dignité avaient mieux à préserver : leur honneur. Le capitaine se sentait alors si seul, abandonné par ses troupes qui ne suivaient pas. Il va sans dire que dans son aventure solitaire, il a aujourd'hui un problème de conscience quand, pour aller vers les militants, il ne peut trouver aucun autre discours à vendre à des militants groggy qui ont perdu les repères par les turpitudes d'un leader qui manque autant de charisme que de prévenance politique. A vouloir manger, l'homme s'est égaré autour du fumet consommé d'une gamelle vidée, irrésistiblement tenu à humer, ne se libérant pas de la tentation des gourmandises et des avidités provoquée par des moments de galère, l'odeur alléchante du festin fini des camarades ayant pourtant terminé le saccage des biens de l'Etat. Une promesse des gloires passée l'enivrait et pour ça, il avait osé l'aventure. Les conseils avisés d'Issoufou Tamboura ne put jamais le raisonner. Il était difficile de garder ses lucidités quand on rêve gros. Mais n'est-ce pas qu'aujourd'hui, dans la réalité de la disette que traverse l'Etat, Haut Représentant ne veut rien dire ?

## Les temps changent

Les peuples sont en train de mûrir et personne ne peut plus les manipuler. Dans cette transformation des mentalités, les médias jouent un grand rôle et c'est sans doute pourquoi, les pouvoirs publics sont réticents à la mise en place effective de la TNT dont on nous avait annoncé pourtant la phase expérimentale pour le début du mois de janvier, sans qu'à cette date on ne sache où on en est. Le jour où RTT, Bonférey, Labari, Canal 3 Niger, Anfani seront accessibles dans les quatre coins du pays, sans doute que la télévision mère aura moins de clients et les Nigériens, surtout les populations rurales pourront apprécier l'importance de l'autre information



qu'on ne leur donne pas toujours parce que jusqu'ici, on n'a pollué leur esprit qu'avec cette information officielle propagandiste qui falsifie et déforme la vraie information qu'attend le peuple.

Depuis que la société civile a initié ses journées d'action citoyenne, toutes les régions à l'exception de Diffa dont on peut comprendre le cas, s'y sont impliquées, exprimant avec la même hargne, leur ire dans un contexte fait de précarité et d'injustice, de mal gérance et d'inégalité entre les citoyens. Personne ne pouvait croire qu'une petite ville comme Tillabéri, hyper politisée, pouvait entrer dans un tel mouvement, tellement, dans le temps, des populations se laissaient manipuler par des hommes politiques qui se servent d'eux comme leur chasse gardée et ce pour leur confort personnel. Usant de largesses calculées aux temps des vaches grasses, Seini Oumarou, imposait alors ses volontés qui s'imposaient à tous comme l'Evangile. Avec les mouvements de la société civile, l'on comprend qu'un fief a échappé, laissant dans ses solitudes et ses remords, un homme qui n'arrête pas d'écouter une conscience qui le gronde pour avoir opéré des choix égoïstes par lesquels, les arithmétiques ne servent que ses seuls intérêts. Et pour calmer ses ardeurs on inventa pour son mieux-être personnel et ses

vanités répulsives le poste farfelu de Haute Représentant qui ne pouvait avoir de fondement dans une société où l'on ne promet que le culte de la personnalité d'un homme qui aime à occuper tous les espaces. Comment représenter la présence ? Alors qu'on est dans un régime

qu'il y a désormais entre les princes roses et les Nigériens qui ne peuvent plus endurer davantage.

Un acteur de la société civile de la ville de Tillabéri, appréciant la réussite éclatante de la journée ville morte à Tillabéri, disait que les populations sont désormais

officiellement semi-présidentiel, le premier ministre est effacé et il n'est présent que pour jouer au sapeur-pompier quand des crises graves surviennent. Quand celui-là ne peut pas représenter, ce n'est pas celui dont le positionnement dans le système est une « fabrication locale » qui pourrait représenter.

Seyni, ne contrôle plus « sa » ville ? Faut-il comprendre que les populations n'ont pas apprécié son choix ? Mais doit-il pour autant s'en offusquer quand le magistrat suprême lui-même, dans son fief est en ballottage avec des populations excédées qui sortent chaque fois massivement pour exprimer leur désapprobation par rapport à la gestion du pays et à la loi de finances, objet de controverses et de déchirement dans le pays ?

Alors que la société civile, renonçait à son mot d'ordre de ville morte, la société civile de Tillabéri, a maintenu l'action qui fut sans doute un test pour elle – un coup d'essai qui fut un coup de maître ! Déjà, depuis l'entame des journées d'action citoyenne auxquelles Tillabéri s'est associé et illustrée, la vaillante population charmait en prenant de plus en plus conscience de la situation grave dans laquelle des politiciens insouciant ont plongé le pays. Les mobilisations avaient, faut-il le souligner, surpris et cet état de fait montre le divorce énorme

éveillées et mures pour dissocier le bonheur d'un individu à celui d'un peuple, arguant qu'on n'est plus à une certaine époque où un autre peut croire qu'il peut exploiter la naïveté des Nigériens, se servant de leur force pour arranger son confort. Les Nigériens savent désormais ce qu'ils veulent et savent se battre pour sa concrétisation.

## Troublante vie politique pour Seini ?

Seyni Oumarou est dans un commerce politique qui ne le grandit pas et l'on peut à juste titre craindre pour lui tant à l'intérieur de son parti où son leadership pourrait être contesté que dans l'alliance dans laquelle il s'est hasardé pour trouver à manger car connaissant ses nouveaux amis il pourrait savoir à quoi s'attendre, pouvant à tout moment être l'objet de représailles. Comment ne pas avoir ces inquiétudes justifiées pour l'homme quand on sait que depuis qu'il a eu la direction du parti, celui-là qu'on appelait le grand baobab, celui-ci ne fait que chuter, allant de déboire en déboire. Le parti est bien trop large pour ses fragiles épaules, lui qui ne sait faire de la politique qu'avec les sous qui lui manquent cruellement aujourd'hui. Une situation que le nouveau poste fabriqué ne peut changer, hélas.

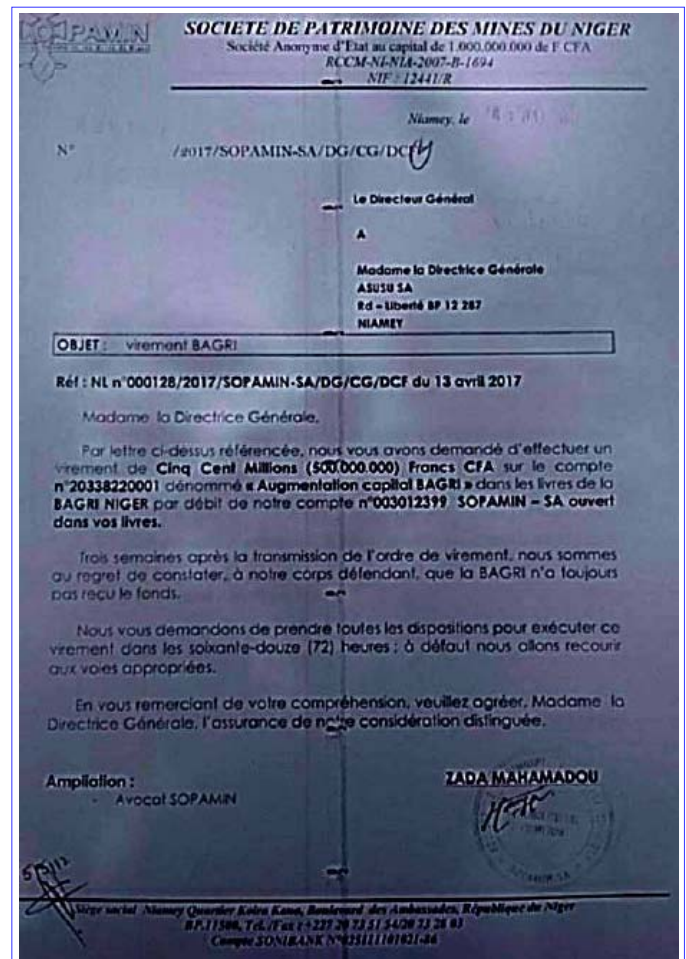
Et dans les douleurs qu'il rumine, il ne peut s'en prendre qu'à lui-même. Chacun a eu ce qu'il mérite...

A.I

# ASUSU au centre d'un règlement de comptes politiques?

Depuis quelques jours, c'est ASUSU SA qui est sous les feux de la rampe. À tort ou à raison, tenant des brides d'informations, chacun est allé de ses fantaisies pour évoquer le cas dans la presse et surtout sur les réseaux sociaux où les langues se délient, voyant un vaste complot ourdi contre cette institution et celle qui lui a insufflé le dynamisme qui a permis de le hisser aujourd'hui dans le gotha des grandes institutions bancaires du pays. Et les spéculations vont bon train donnant ici et là des scoops aux relents souvent tendancieux, sensationnels. On peut, avant déjà de rentrer dans le vif du sujet relever qu'il est dommage, que ce bel fleuron de la micro finance du Niger dont nous devons tous être fiers, connaisse les persécutions que l'on sait. Il semblerait, selon certaines analyses, qu'on voudrait faire couler cette banque, et pousser celle qui s'était battue par son managery et son intelligence pour lui donner l'envergure que l'on sait, à mettre la clé sous le paillason. Sinon, pourquoi ces retraits massifs, après qu'une conciliation ait été trouvée, s'indigne ASUSU ? En effet, constate l'institution « Depuis quinze mois, note le communiqué officiel de l'établissement, [l'on observe] des retraits massifs au profit du trésor pour paiement d'impôt en avance et d'une banque de la place en quête de reconstitution de ses fonds propres dans le but d'acquiescer des actions ». Quel cynisme, peut bien commander ce crime – car c'en est un ? Qui a intérêt à se satisfaire de la disparition de cette banque dans l'environnement économique du pays. Comment ne pas en vouloir à certains Nigériens, décidément « petits » qui, envieux et jaloux, ne peuvent supporter qu'un autre, par ses efforts, par son investissement personnel, réussisse ? Et au lieu d'encourager, d'accompagner, de rassurer ceux qui réussissent, se servant seulement de l'environnement juridique que l'Etat aura rendu possible, on essaie de les étrangler, de les étouffer pour

rire de leur mort, heureux et cynique. Elles sont pourtant nombreuses, les institutions de la micro finance dans le pays mais aucune, y compris celles qui sont nées avant elle, n'avait connu son parcours élogieux, la fulgurance de son ascension dans un environnement aussi concurrentiel que celui de la banque. Si tous avaient pu connaître la même fortune, sans doute que le Niger n'en serait pas là. Un Etat responsable ne détruit pas ce qui marche ; s'il ne peut l'aider, au moins sait-il le protéger. C'est par un communiqué officiel de l'établissement publié en fin de semaine qu'on a la version la plus crédible de certaines informations qui font état d'actes de sabotage de la part de certains de ses partenaires. Et on apprend « En effet, en date du 8 mars 2018 [les comptes d'ASUSU SA] ont été saisis par l'un de [ses] partenaires la SOPAMIN suite à un différend purement commercial dans [leurs] relations. Le problème a été porté devant le juge qui a donné raison à ASUSU SA en ordonnant une main levée desdits comptes ». Cette précision est quand même importante à comprendre que par le comportement d'un partenaire, des relations se sont détériorées car pour aller devant un juge, il aurait fallu qu'un autre ne croie plus à une autre solution. D'ailleurs, fait observer le communiqué : « Nous avons cheminé pendant tout ce temps sans anicroches et dans une parfaite collaboration », ce qui peut signifier que le partenaire était satisfait du partenariat avec ASUSU SA. Et l'institution de Rékiatou Djermakoye en est d'autant plus perplexe qu'elle s'interroge : « pourquoi, alors qu'un accord a été trouvé et approuvé, subitement le 24 janvier 2018, [ASUSU SA] reçu un courrier de la SOPAMIN [lui] instruisant de restituer tous ses fonds dans une banque commerciale de la place, sous peines de poursuites judiciaires ». Ce questionnement traduit une incompréhension, peut-être même une indignation qui a autant que possible tout fait



pour préserver des rapports courtois avec ses partenaires. Avec une couverture nationale de quelques 6000 villages, on peut comprendre l'effort de cette institution à aller au plus près des populations rurales mais aussi urbaines pour les aider à sortir de la pauvreté, toute chose qui serait – peut-on l'espérer malgré le travail souterrain de sape que des hommes mènent pour démolir l'édifice d'ASUSU SA – un objectif recherché et poursuivi par l'Etat. C'est donc le travail titanesque de plus d'une décennie que des défaitistes tentent de pousser à l'effondrement. On voit dès lors à quel point les hommes peuvent être aussi méchants. Mais alors qu'est-ce qui peut véritablement justifier cette cabale ?

## L'Etat misérable... ?

L'on sait depuis quelques temps que le gouvernement éprouve énormément de difficultés à faire face à ses dépenses régaliennes, usant et abusant d'adjudications de bons de trésor qu'il arrive difficilement d'ailleurs à

faire prendre ces temps-ci, les banques étant essouffées. Selon le communiqué on a compris que l'argent servait à payer par anticipation des impôts au profit du trésor qui en a grand besoin, mais également pour soutenir la structure chargée de l'organisation du sommet de l'UA en 2019. L'on peut alors penser, quand ce sont essentiellement des sociétés d'Etat en l'occurrence la SOPAMIN, la SONIDEP et la LOLANI dépositaires au niveau d'ASUSU qui demandent et exigent, ensemble, on aurait cru presque dans une action concertée qui cache mal ses secrets, la rétrocession de leurs dépôts avec, en sus, des intérêts, qu'un objectif malsain serait visé. Faut-il penser plus objectivement que l'Etat en mal de liquidité, chercherait-il à trouver le moyen de faire main basse sur les comptes de ces sociétés, afin de traverser la disette qu'il endure depuis des mois, sinon depuis des années que l'Etat est en faillite ? Les mauvaises langues racontent



# PNDS : la transe des alliés

Qui règne par les armes périra par les armes ; maxime pleine de sagesse qui constitue le socle du machiavélisme politique. Ne cherchez pas très loin ; les faits se passent ici chez nous au Niger, dans la sphère du parti ténor de la mouvance au pouvoir, le PNDS Tarraya. De son long séjour à l'opposition à ses six années passées au pouvoir, le PNDS n'a cessé de jouer au divisionniste et au démagogue, nouant intrigues sur intrigues pour pouvoir dompter et mettre en marche ses adversaires politiques les plus coriaces. Chose apparemment acquise et réussie ; tous les politiciens nigériens ont à un moment où à un autre succombé aux sornoiseries du PNDS Tarraya. Et pour l'heure, seul Hama Amadou du Modem FA LUMANA semble s'être défilé complètement des tentacules de la pieuvre socialiste. Soit. Les trahisons et autres faux bonds que le PNDS se cesse de multiplier à l'endroit de ses camarades, amis et alliés représentent le lot quotidien de sa gouvernance. Pour l'heure, la chronique est desservie par une entrée en rébellion de deux principaux alliés, membres de la MRN. Ça couve peut-être, ou les choses sont au stade des négociations. Cependant, il faut comprendre que le RSD de Cheffou Amadou et Kishin Kassa de Yacoubou Ibrahim sont décidés à ne plus se laisser gouverner dans une alliance où ils pèsent lourd quand même. Ce n'est un secret pour personne ; ces deux formations politiques ne comptent plus obéir aveuglément au dictat du PNDS dans la gestion des affaires internes à la mouvance au pouvoir, surtout quand les questions sont relatives à l'organisation des prochaines joutes électorales. Ces deux partis politiques regorgent de jeunes très ambitieux qui tiennent coûte que coûte à afficher leur nom sur le paysage politique du pays. Et à l'allure où vont les choses, c'est comme si le PNDS veut une fois de plus faire taire toutes velléités pour être seul aux commandes. La nomination cavalière des membres de la CENI en dit long sur les sombres visées de



ce parti. L'on se rappelle très bien comment est intervenue de façon brutale la rupture entre Amadou Boubacar Cissé et les guristes quand il avait fait le choix de ne pas s'embarquer derrière la candidature du Président Issoufou et de se présenter comme candidat autonome. Ceci dit, le bras de fer est déjà engagé entre ces deux partis en attendant que certains somnambules se décident à se tirer de leur sommeil dogmatique. Chose



sûre, la conduite du RSD et du MPN vont faire école du moment où le pouvoir n'a plus les moyens réels pour convaincre. Sa gouvernance à l'âge peu près, semée de délations et de ratés en tout genre n'embarque plus personne ; en tout cas pas ceux qui nourrissent de réels espoirs pour ce pays. Les forfaits commis s'amoncellent et les alliés les plus lucides commencent à vouloir se désolidariser, ne pouvant plus engager leurs responsabilités



dans des saccages auxquels ils n'ont nullement participé. Les rhéteurs du parti n'ont plus d'arguments et la cagnotte n'offre plus les possibilités de s'acheter les panses légères. Somme toute, le parti au pouvoir joue dangereusement avec le feu en croyant qu'il peut se permettre de se délester de ses alliés. Allons-nous très bientôt assister à une révision de la majorité parlementaire ? Utopie ou réalité, nous dirions, wait and see.

NARWA

## Suite de la page 2

Réki Djermakoye ? Car, contrairement à ce que ses bourreaux, de véritables monstres politiques qui se disent sans état d'âme, ont fait courir comme bruit dans certains médias de la place, la commission bancaire n'a rien relevé de si alarmant dans la gestion d'ASUSU. Elle n'a ni fait d'injonction, ni parlé de redressement, encore moins d'administration provisoire. Ceux qui prétendent le contraire sont invités, à commencer par les médias qui ont véhiculé l'information, à publier le rapport de ladite commission bancaire. La réalité, c'est que la direction générale d'ASUSU a même mis en œuvre, au moins à 70%, les recommandations faites par la commission, avec mention à qui de droit. Demandez à tous les banquiers et à Hassoumi Massoudou lui-même de rendre publics les rapports de la commission bancaire et à propos de toutes les institutions financières du pays, y compris les banques primaires, vous vous rendrez compte que l'affaire ASUSU n'a pas lieu d'être. Ce n'est qu'une affaire à la fois politique et personnelle.

Alors ?

Alors, c'est que Hassoumi Massoudou, en particulier, cherche des poux sur un crâne rasé. Pourquoi affiche-t-il tant de compréhension et de mansuétude à l'endroit des banques auxquelles la commission bancaire a remonté les bretelles pour manquements graves ? Ce n'est pas d'ailleurs un hasard si certains fonds de la SOPAMIN, logés à ASUSU, devaient être

virés au profit de certaines banques.

N'est-ce pas simplement immoral de s'attaquer à l'épouse d'un collègue membre du gouvernement alors que les voleurs de l'État sont ailleurs, libres et tranquilles ?

N'est-ce pas politiquement incorrect qu'un complot soit ourdi contre l'épouse d'un allié politique dans le seul dessein de servir des intérêts sordides et individuels, au détriment de tout ce que représente ASUSU au plan social ?

Si le gouvernement est incapable d'accompagner cet instrument de développement que représente ASUSU à surmonter ses moments difficiles, consécutifs à des risques pays auxquels, par ailleurs, le gouvernement n'est pas étranger, il doit nécessairement faire profil bas. Ne serait-ce que par respect pour Ibrahim Yacoubou et son parti.

Pourquoi la BAGRI, pour ne citer que cette banque, a abandonné son corps de métier initial pour devenir une banque commerciale comme les autres ? Où est passé ce colossal capital avec lequel la BAGRI a débuté ses activités ?

Pourquoi, dans les procédures de dédouanement, c'est plutôt à SONIBANK que les usagers sont appelés à payer et non dans toutes les banques ? Soyons sérieux ! Lorsqu'on manque d'humanisme, il faut au moins faire preuve de considération et de respect vis-à-vis de son collègue, de son allié politique et mieux encore, de la femme entrepreneuse qui a construit et mis à la disposition de son pays un instrument de développement aussi important que ASUSU. C'est une question d'humilité et de respect de soi-même.

BONKANO

Mpr Jamhuriya

## Qu'est ce qui se passe à la section de Niamey ?

Selon une lettre datée du 15 août 2016 et qui nous est parvenue, écrite et signée par l'ancien président de l'Assemblée nationale, Amadou Salifou, président de la section Jamhuriya de Niamey, l'intéressé dit renoncer à la présidence de la section du parti Mpr Jamhuriya de Niamey. Suite à cette lettre de démission d'Amadou Salifou, le président du parti, Albadé Abouba, lui a répondu le 18 février 2018. Dans sa réponse, Albadé lui a notamment indiqué que : « Vous avez bien voulu nous notifier formellement votre démission de la présidence de la section Mpr Jamhuriya de Niamey pour des raisons strictement personnelles que nous respectons

et que vous n'avez toujours pas reconsidérées dans les mêmes formes à ce jour ». Albadé a poursuivi en précisant que « Après examen et consultations, et compte tenu de la situation délétaire qui prévaut au sein de la section de Niamey, nous prenons acte de cette décision personnelle pour laquelle nous tirons les conséquences en pareilles circonstances, afin de faire droit à votre volonté conformément aux textes de notre parti ». La messe est dite. Que le sieur Amadou Salifou et quelques-uns de ses proches s'agitent aujourd'hui ne peut que faire sourire. Nul, dit-on, ne peut se prévaloir de sa propre turpitude.



M. Albadé Abouba



M. Amadou Salifou



## PELE-MELE

Kishin Kassa

## Qu'est-ce qui se passe avec la Mrn ?

Selon une source bien informée, rien ne va plus entre le Mpn Kishin Kassa d'Ibrahim Yacouba et la Mrn à propos de la Ceni, taillée sur mesure selon certains partis membres de la majorité présidentielle. En ce qui concerne Kishin Kassa, le parti de Yacoubou dit constater que depuis quatre voyages présidentiels, Ibrahim Yacoubou, ministre des Affaires étrangères et des Nigériens de l'Extérieur, ne faisait pas partie des membres de la délégation présidentielle. Ça se raconte d'ailleurs qu'au prochain remaniement ministériel, il se verrait remercier lui aussi. Selon une information qui rapportée au Canard en furie, une haute personnalité du Pnds aurait confié à un de ses proches en ces termes : « Nous l'avons fait venir avec nous, c'est pour le détruire tout simplement. Il pensait être dans la cour des grands, il se voyait peut-être déjà en haut de l'escalier avec beaucoup de plumes. Nous allons le déplumer, il verra ça ». Serait-ce ce qui serait en train d'arriver à Ibrahim Yacouba ?

Amen Amin

## M'Bareck dans ses œuvres

Selon une source bien informée, à la veille de la réunion du Cndp du 7 mars 2018, une réunion s'est tenue au siège du Pnds Tarayya avec tous les membres de la Mrn en vue d'harmoniser la position de ses membres, car on redoutait la présence des non affiliés et de l'opposition. Un incident s'est produit au cours de cette réunion, M'Bareck étant présent sans aucun mandat de Amen Amin tandis que Ladan Tchiana, qui reste le président du parti, est là. Il a d'ailleurs eu l'obligeance de saluer tout le monde, y compris M'Bareck, mais a tenu à demander l'objet de la présence de son ancien vice-président dans la salle. Lui répondant de but en blanc, il M'bareck a rétorqué qu'il est là pour représenter Amen Amin. Et Ladan de lui demander qui l'a désigné pour représenter le parti ? Un débat s'est ouvert entre Ladan et M'bareck. Finalement, ALKA Indatou aurait demandé à M'bareck de se retirer. Ce dernier avait refusé dans un premier temps. Il a fallu qu'Indatou prenne son téléphone pour appeler qui de droit. Après cet appel, Indatou s'inclina vers M'bareck pour lui souffler dans l'oreille. M'bareck s'était alors levé pour quitter la réunion. L'incident clos, ils sont passés à l'ordre du jour et Massani Koroné n'a pas pris de gants pour porter la parole de son groupe parlementaire et dire à l'assistance qu'ils ont écrit au Premier ministre qu'ils ne reconnaissent pas ce code électoral et la Ceni qui en est issue.

Par Harouna Yacouba

# La décision d'exclure six syndicalistes de l'USN par le Conseil de l'UAM est tout simplement une aberration

*A qui profite l'embrasement des fronts étudiant et scolaire ? La tête de qui veut-on mettre à prix dans la gestion des crises en milieu universitaire et scolaire ? Quel malin génie joue sournoisement au pyromane sur ce terrain extrêmement glissant ? Trois questions que ne cessent de se poser les nigériens qui assistent petit à petit à la mise en branle tant des quelques efforts de redressement entrepris au profit de l'école qu'en ce qui concerne la quiétude toujours fragile qui règne au niveau de notre système éducatif. Tout apparaît comme si le pouvoir lui-même se trouve piégé au point de creuser sa propre tombe. Wait and see.*

La décision d'exclure six (06) syndicalistes de l'USN par le Conseil de l'Université est tout simplement une aberration, « un non-sens » qu'aucune administration lucide n'aurait posé. Comment comprendre qu'un acte anodin comme cette altercation entre un étudiant et son enseignant soit grandi au point de devenir un véritable danger qui menace l'issue même de l'année scolaire en cours ? On ne résout pas une crise en créant une autre, de surcroît plus grave que la première. Pourtant c'est ce que viennent de faire les formateurs des grands intellectuels du pays, les membres du Conseil de l'Université au sein duquel évoluent les enseignants chercheurs, éminentes personnalités supposées détenir le summum du savoir.

A la limite, cette décision drastique et inadaptée tant à la faute qu'au contexte général du pays laisse comprendre que d'autres motivations sommeillent depuis belle lurette en certains acteurs. Les fautes et autres actes maladroits reprochés aux étudiants, notamment à travers les agissements de la CASO, ne datent pas de cet incident entre l'enseignant-chercheur et son étudiant. C'est à croire que la CASO est devenue un véritable mal, une sorte de Gestapo au sein du monde scolaire (Elle existe tant à l'Université que dans les établissements secondaires). Chose étonnante, aucun membre de l'USN n'est sorti pour apporter un démenti formel sur les accusations d'une rare gravité que le SNECS a portées contre la CASO. On lui prêterait des actes de violence, des sévices corporels inouïs et même des meurtres. Tout laisse croire que

même si elle est une institution qui régule l'ordre au sein du monde scolaire, elle présente des failles, des inconduites qui ont permis au SNECS de lui rentrer dedans. Chose curieuse, certains étudiants eux-mêmes adhèrent à certaines dénonciations des enseignants-chercheurs. Comme on le voit, le mal avec la CASO est profond et des mesures idoines doivent être prises pour régir son fonctionnement.

Malgré tout, faudrait-il jouer aux jusqu'au-boutistes comme le font les enseignants-chercheurs ? Y va-t-il réellement lieu de radicaliser le mouvement au point de prendre en otage tout le système scolaire et même universitaire ? L'enjeu vaudrait-il réellement la taille pour que de fins intellectuels décident de radicaliser une grève aux conséquences incalculables ? De plus le coup de massue asséné à l'USN par le Conseil de l'Université ne présage rien de bon quant à la recherche des solutions pour le dénouement de la crise. En effet, en fins connaisseurs du monde étudiant et scolaire, les enseignants-chercheurs savent très bien que jamais les étudiants ne se plieront à cette décision. A moins que cela ne soit de la diversion, histoire de voir la lutte se focaliser cette fois-ci sur la demande de réintégration des camarades exclus. Nul n'ignore la force et l'ampleur de la solidarité scolaire si elle décide de se manifester dans sa vraie face. Le ministre BEN Omar en sait quelque chose ; lui et tous ceux qui se sont retrouvés à un moment ou à un autre dans le collimateur des scolaires. Ils ont exigé et réussi le départ de beaucoup de personna-



lités. Nous n'en sommes peut-être pas à ce stade ; cependant l'opinion publique voit très mal comment les étudiants et scolaires pourraient continuer à prendre les cours au moment où six de leurs camarades sont tout simplement exclus. C'est de la lâcheté et de la trahison, toutes choses que l'USN a vaillamment et efficacement combattu. Et, c'est justement de ce mouvement radical qu'il faut craindre de la part des scolaires. D'ores et déjà, certaines sections annoncent une couleur pas tout à fait reluisante de l'année scolaire en cours, ne voyant aucun moyen de la sauver si jamais cette décision est maintenue. D'autres ne pensent même pas reprendre le chemin de l'école après les congés de pâques. Ainsi, petit à petit le monde scolaire plonge dans des incertitudes qui n'augurent rien de bon. Les acteurs de l'USN disent user de tous les moyens pour faire échec à cette décision d'exclusion de leurs camarades.

Comment se fait-il que les uns et les autres, les autorités politiques notamment, n'appréhendent pas l'ampleur des menaces et troublent qui s'annoncent à l'horizon ? En effet l'on est en train de créer petit à petit les conditions d'un embrasement inéluctable du front scolaire et étudiant. D'ores et déjà le pouvoir ne dort plus sur ses deux oreilles avec les Journées d'Action Citoyenne (JAC) de la société civile qui prennent de plus en plus d'envergure. Les marées humaines qui défilent chaque quinzaine du mois pour dénoncer les aberrations et incohérences de la Loi des finances inquiètent le pouvoir qui bat des ailes. A cela il faut ajouter la gro-

gne des alliés qui risquent très bien de se désolidariser d'une mouvance où le PNDS s'accapare les pleins pouvoirs. Que dire alors si le front scolaire entre en transe ?

Voilà une menace que le pouvoir n'appréhende pas ou qu'il saisit très mal. Pourtant personne n'ignore dans ce pays les capacités réelles des scolaires en matière de manifestations de rue. Tous les grands changements et autres chambardements sociopolitiques ont été possibles grâce à la participation active et remarquée des scolaires. Alors si jamais les scolaires se décident à accompagner les JAC en y intégrant leurs revendications... , si jamais les organisateurs des JAC se décident à embarquer les scolaires à leur côté... ; personne ne saurait prédire avec exactitude l'ampleur des éclaboussures que pourrait subir le pouvoir du Président Issoufou Mahamadou, un pouvoir qui tangué tant bien que mal pour maintenir sa barque. Attention.

NARWA

## Le Canard en furie

Hébdomadaire Satirique Nigérien

Siège Terminus, 1<sup>er</sup> virage à gauche après l'Hôtel Terminus en venant du Rond point Grand Hôtel, tout droit jusqu'au bout de la rue.

### Directeur de publication

Arouna Yacouba  
99.34.21.99

### Directeur Commercial

Inoussa DICKO  
E-mail : in\_dicko@yahoo.fr  
90.00.99.83 / 96.75.34.12

### Conception & Composition

Le Canard en furie  
Tirage: 1000 Exemplaires sur  
Les presses de la G.I.N